

# SNES Aix Marseille

**Le jeudi 27 Mai 2010,  
pour nos retraites,  
nos salaires, nos emplois :  
10 h 30 Vieux-Port**



**TOUS ENSEMBLE Public/Privé en grève  
A l'appel de CGT, FSU, CFDT, UNSA et Solidaires**

***Les salariés et les fonctionnaires n'ont pas à payer  
la crise financière***

**Contre la rigueur, contre la cure d'austérité !**

**Pour sortir de la crise :  
un autre partage des richesses !**

Profitant de la crise créée par la spéculation financière, François Fillon vient d'annoncer le gel des dépenses publiques, donnant ainsi un nouveau coup d'accélérateur à une politique déjà massivement destructrice d'emplois publics.

Cela veut dire l'éducation et la santé sacrifiées une fois de plus, cela veut dire des inégalités sociales renforcées avec l'appauvrissement des services publics, l'étranglement des budgets sociaux.

Cela renforce les hypothèses rétrogrades évoquées contre nos retraites dans le privé comme dans le public : report de l'âge légal de départ, allongement de la durée de cotisation, diminution du taux des pensions, modification du mode de calcul de celles-ci...

Cette politique prive la France d'emplois créateurs de richesses et qui alimentent la sécurité sociale. Elle va priver les salariés des améliorations de salaires nécessaires pour augmenter leur pouvoir d'achat. Elle prive les jeunes de perspectives d'accès rapide à un emploi stable tandis que leurs parents sont sommés de cotiser plus alors qu'ils sont exclus dès 50 ans du marché du travail : on voit la duplicité des injonctions à travailler plus longtemps, alors qu'on crée par les deux bouts les conditions de rétrécissement de la période réelle d'activité, amenant bel et bien à la baisse des pensions pour les uns et à la précarité, voire au chômage, pour les autres.

Pour trouver des ressources, il faut augmenter l'imposition des plus hautes revenus, revenir sur le bouclier fiscal qui exonère les plus riches de tout effort de solidarité supplémentaire, taxer le capital et les transactions financières, élargir l'assiette des cotisations patronales à la valeur-ajoutée, planifier l'augmentation des cotisations patronales sur la durée.

La journée nationale unitaire de mobilisation et de grève du jeudi 27 mai prochain sera l'occasion de continuer l'action que nous avons entreprise depuis plusieurs mois :

- CONTRE les réformes éducatives (remise en cause de l'orientation et de la formation des maîtres, mise en place d'un collège du tri social et d'un lycée destiné à 50 % seulement de la population scolaire, conseil pédagogique),

- CONTRE les suppressions massives de postes et les DGH insuffisantes,

- POUR le maintien de la retraite par répartition et du code des pensions de la fonction publique dans des conditions assurant un niveau de vie correct.

La retraite à taux plein (75% du salaire des 6 derniers mois) après 37.5 annuités de cotisation et le droit à faire valoir ses droits à la retraite dès 60 ans restent pour le SNES les références structurant le droit à la retraite, dossier complexe au sein duquel plusieurs revendications intermédiaires peuvent être mises en avant pour empêcher la paupérisation des pensionnés : prise en compte des années d'étude et d'interruptions forcées de l'activité, bonifications familiales et situation des femmes, décôte, intégration des primes dans le salaire de référence...

Avec la politique de rigueur et d'austérité, les gouvernements européens prétendent réduire la dette publique sans augmenter les prélèvements obligatoires : en réduisant les salaires, les retraites, les dépenses socialement utiles, ils s'engagent sur la voie de la déflation et de l'appauvrissement collectif, source de nouvelles baisses des recettes publiques et de nouvelles dettes. Cette politique nous mène à une impasse sociale : en France, dans la Fonction Publique, avec les autres salariés, comme au niveau Européen, il faut agir ! Un autre partage des richesses doit s'imposer et être imposé au marché.

Le SNES appelle tous les personnels à participer à cette nouvelle journée d'action de grève et de manifestation, à en débattre en Assemblée Générale dans les établissements, à prendre contact avec nos partenaires (parents, lycéens ...) pour continuer le travail entrepris.